

## Réactions

### Jean-Paul Bachy : entre « inacceptable » et la « fin d'un scandale »

Consacrant 100 millions d'euros par an pour le fonctionnement des TER, le conseil régional s'estime « en droit d'être exigeant avec le service rendu », claque Jean-Paul Bachy. Et comme chaque année, le président de la Champagne-Ardenne, estime que la « bouteille est à moitié pleine ou à moitié vide » à l'annonce du nouveau programme de la SNCF. Concernant les TGV, il trouve « inacceptable » la liaison en moins pour Charleville, mais accueille avec satisfaction « la fin d'un scandale en l'occurrence la discrimination à l'égard des Ardennais » grâce à l'augmentation de la capacité des TGV du matin et du soir avec Paris. De même, il se réjouit des arrêts supplémentaires à Reethel et à Sedan et des liaisons supplémentaires avec Nancy « que nous réclamions depuis des années ».

Au niveau des TER, Jean-Paul Bachy se félicite d'avoir « fait évoluer le système » avec l'ouverture de gares, comme à Bazancourt. De même, il rappelle la mise en place des CLAD, ces réunions de concertations avec les usagers.

« Nous avons transformé notre paysage ferroviaire et cela paye, car la fréquentation augmente de 5 % annuellement ». Mais, il reste toujours des choses à améliorer comme l'infrastructure sur la ligne Charleville/Givet, « un vrai souci ». « Il faut exercer une pression constante sur RFF (pour la qualité du réseau) et la SNCF, qui sous-estime parfois le trafic en heure de pointe, comme dernièrement à Nouzonville ».

### René-Paul Savary : « Faire concorder »

« N'ayant pas la compétence en matière de TER, nous ne sommes pas consultés par la SNCF », précise René-Paul Savary, le président UMP du conseil général de la Marne « Néanmoins, le conseil régional, qui finance le TER nous informe des discussions. Et puis, nous finançons la LGV EST (24,8 millions d'euros pour la phase en service et 16 millions pour la 2<sup>e</sup> phase en construction). Nous avons donc notre mot à dire. L'important, c'est d'établir des liaisons et des horaires qui correspondent aux besoins de nos concitoyens mais aussi à ceux qui viennent chez nous pour créer de la richesse. Faire concorder les deux n'est pas le plus simple ».